

Israël codifie sa politique de « tirer pour tuer » contre les Palestiniens

Description

Par Maureen Clare Murphy , le 22 décembre 2021



Des soldats israéliens à Burqa, un village palestinien près de la ville cisjordanienne de Naplouse, le 17 décembre. Shadi Jararah / APA images

Un automobiliste palestinien a été tué pendant la nuit de mardi, dans le nord de la Cisjordanie occupée, après ce que l'armée israélienne a décrit comme une tentative de percuter en voiture des soldats à un checkpoint.

Les troupes ont ouvert le feu sur le conducteur après que ce dernier a essayé de passer en force le checkpoint, [ont rapporté](#) les médias israéliens.

Les soldats stationnés au checkpoint ont ouvert le feu sur l'automobiliste, dont le véhicule a percuté une jeep militaire. Les deux véhicules ont pris feu.

Les soldats ont été « légèrement blessés », mais pas hospitalisés, selon les comptes rendus des médias.

Le Palestinien abattu a été identifié comme étant Abd al-Aziz Hikmat Mousa, 22 ans.

Comme dans d'innombrables autres cas dans lesquels un prétendu assaillant palestinien est abattu et aucun Israélien n'est sérieusement blessé, les tirs pourraient apparaître une exécution extra-judiciaire.

Pendant des années, des groupes de défense des droits humains ont [accusé](#) Israël d'opérer dans le cadre d'une politique de « tirer-pour-tuer » qui a transformé la police, les soldats et les civils armés en juges et bourreaux.

Le rattachement de des dizaines de Palestiniens ont été tués aux checkpoints, dans les rues de Jérusalem et de Hébron où des colons vivent en proximité étroite avec des Palestiniens et d'autres points de friction.

Exécutions sur le terrain

Une augmentation des exécutions sur le terrain de Palestiniens est à peu près garantie par la révision récente par Israël de ses politiques pour ouvrir le feu.

Les troupes en Cisjordanie sont maintenant autorisées à tirer sur les Palestiniens qui jettent des pierres ou des cocktails Molotov sur des voitures de civils, même quand ils ne posent pas de danger immédiat, [ont rapporté](#) les médias cette semaine.

Un porte-parole de l'armée a dit que la nouvelle politique, dont le texte reste classifié, a été effective depuis le mois dernier à peu près.

La nouvelle politique pour ouvrir le feu viole de manière flagrante le droit international, comme le fait la pratique habituelle d'Israël d'utiliser une force létale contre des Palestiniens qui ne constituent pas une menace immédiate.

« Selon le droit international, l'usage intentionnel de la force létale n'est justifié que dans des circonstances où il y a une menace directe à la vie ou un danger de blessures sérieuses sont présents », comme le dit l'association *Defense for Children International-Palestine* [Défense internationale des enfants à branche de Palestine].

La politique révisée pour ouvrir le feu semble être une codification d'une pratique israélienne de longue date.

Cela a été l'année la plus mortelle pour les enfants palestiniens de Cisjordanie et de Gaza depuis 2014, selon le groupe de défense de leurs droits.

Les troupes israéliennes et les civils armés ont tué quatre enfants palestiniens en Cisjordanie depuis le début octobre.

Un d'eux, Amjad Abu Sultan, 14 ans, a été abattu et [tué par des soldats en embuscade](#) alors qu'il aurait allumé un cocktail Molotov près de la Route 60 dans les environs de Bethlém le 14 octobre.

Parallèlement, Muhammad Amjad Dadas, 15 ans, a [reçu une balle dans l'estomac](#) tirée par un sniper israélien pendant une manifestation près de Naplouse le 5 novembre.

Al-Haq, un groupe palestinien de défense des droits humains, [appelle](#) la Cour pénale internationale à enquêter sur l'assassinat extrajudiciaire de Muhammad Salima, 25 ans, à Jérusalem, plus tôt ce mois-ci.

La police des frontières israélienne [a tiré sur Salima à bout portant](#). Salima avait attaqué quelques instants plus tôt un civil israélien qui a souffert de blessures superficielles, mais il était allongé sur le sol, blessé, et ne posait plus de menace lorsqu'il a été tué.

L'incident mortel a été enregistré sur une vidéo par des témoins oculaires, déclenchant une condamnation du Bureau des droits humains des Nations Unies en Palestine.

Les autorités israéliennes [ont clos leur enquête](#) sur l'assassinat de Salima après seulement cinq jours alors que les officiers qui l'ont abattu ont été félicités par des responsables de haut rang de l'état.

Jusqu'à présent, quelque 330 Palestiniens ont été tués cette année par les forces israéliennes et par les civils armés, en Cisjordanie et à Gaza.

Dix-sept Israéliens et personnes à l'intérieur d'Israël ont été tués par des Palestiniens dans le contexte de l'occupation au cours de la même période.

Arrestations pour la fusillade à Homesh

Yehuda Dimentman, étudiant dans une école religieuse à Homesh, une colonie de Cisjordanie non autorisée par le gouvernement israélien, a été [mortellement atteint par balles](#) alors qu'il quittait l'avant-poste la semaine dernière.

Deux frères palestiniens, Omar et Rayat Jaradat, âgés de 20 et 17 ans respectivement, ont été [arrêtés](#) par Israël samedi, ils sont soupçonnés d'avoir exécuté la fusillade. Quatre autres Palestiniens ont été arrêtés en lien avec l'attaque.

Des affrontements ont éclaté entre des colons et des forces israéliennes à Homesh dimanche lorsque ces derniers ont essayé d'empêcher les Israéliens d'atteindre l'avant-poste.

« Pendant les affrontements, un véhicule d'un colon a heurté un soldat israélien et l'a grièvement blessé », [a rapporté](#) le quotidien de Tel Aviv *Haaretz*.

Le colon qui aurait frappé et blessé grièvement un soldat n'a pas été exécuté extrajudiciairement comme d'innombrables Palestiniens accusés de la même chose.

Maureen Clare Murphy est rédactrice en chef à *The Electronic Intifada*.

Source : [The Electronic Intifada](#)

Traduction CG pour l'Agence Média Palestine

Tags

1. Abd al-Aziz Hikmat Mousa
2. automobiliste
3. conducteur
4. hospitalisation
5. Israël
6. Mousa
7. politique
8. tirer
9. troupes
10. tuer

date créée

2021/12/29